



VENT DE COLÈRE EN GASPÉSIE

Charles Côté
PAGES 4 ET 5

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Le carnet de campagne d'Alexandre Sirois
PAGE 3

LA MENACE VENUE DU CIEL

Depuis un mois, une douzaine de pays d'Afrique occidentale se battent contre les criquets pèlerins, des insectes voraces qui détruisent tout sur leur passage. Cette invasion fait planer la menace d'une famine sur toute une partie du continent. *La Presse* s'est rendue dans un des pays les plus touchés par cette invasion, la Mauritanie.



LAURA-JULIE PERREAULT
ENVOYÉE SPÉCIALE
EN MAURITANIE

Région de l'Assaba, sud-ouest de la Mauritanie « Nous sommes déjà fatigués et le pire de la bataille reste à mener. Si les criquets gagnent, on va directement vers la famine, on ne voit rien d'autre. »

Mohammad Ould Elhaj, maire de Gaebte Teidouna, commune située dans le sud-ouest de la Mauritanie, se tient la tête en parlant des criquets pèlerins qui attaquent les villages de sa région et qui dévorent tout sur leur passage.

Depuis plus d'un mois, ces insectes gourmands qui se déplacent en essaims de plus de cinq milliards d'individus ont laissé leur triste marque sur les meilleures terres de ce pays désertique d'Afrique. Ils ont même pris d'assaut la capitale, Nouakchott, poussant les autorités à décréter l'état d'urgence.

Dans ce pays de sable, qui possède moins de deux millions d'hectares de terres fertiles, les criquets pèlerins en avaient déjà infesté plus d'un million d'hectares à la fin du mois d'août, selon les évaluations du Centre de lutte acridienne. Plus de 600 000 personnes sont déjà touchées par le phénomène.

Un début de septembre pluvieux est loin d'arranger les choses. Facilitant l'incubation, la pluie abondante qui inonde les villages de la région annonce que d'autres générations de criquets pèlerins se préparent à éclore dans la brousse mauritanienne. Les experts craignent que cette invasion ne dépasse en importance celle de 1987, qui avait pris naissance au Soudan pour se déplacer jusqu'en Inde, détruisant 300 millions de dollars de récoltes.

Criquets, au jour le jour

À Gaebte Teidouna, village de terre, sans électricité ni eau courante, les conséquences de cette nouvelle invasion de criquets ont chambardé la vie quotidienne des agriculteurs qui, en temps normal, vivent déjà sur la corde raide de l'extrême pauvreté.

Les essaims de criquets, qui forment d'immenses nuages noirs s'étendant sur des dizaines de kilomètres carrés, descendent sur le village et les champs avoisinants jusqu'à deux fois par jour. Arbustes, plantations, jeunes pousses sont vite engloutis. Parfois, les criquets s'en prennent même aux maisons, à la peinture, aux rations de la journée.

« Hier, il y avait tellement de criquets qui se sont infiltrées dans le village que deux femmes ont dû évacuer leurs maisons pour plus d'une journée. On passe nos journées à chasser les criquets, à protéger les pâturages de nos bêtes, on n'a même plus le temps de s'occuper de nos terres qui sont notre seul moyen de subsistance. Nous



PHOTO PIERRE HOLTZ, REUTERS

Des enfants sénégalais courent parmi les criquets qui ont envahi Dakar, depuis quelques semaines. Le Sénégal fait partie de la douzaine de pays, dont la Mauritanie, sur lesquels une invasion de milliards de criquets pèlerins fait planer la menace d'une grave famine.

sommes épuisés et ça ne fait que commencer », s'exclame une femme du village.

Le maire a appelé le gouvernement à l'aide, mais aucun des quatre avions utilisés pour l'épandage

d'insecticide et basés à Aioun, la capitale régionale de l'Assaba, n'a encore fait un arrêt au-dessus du village, situé à plus de 25 kilomètres de la seule route goudronnée qui sillonne le sud-ouest de la Mauritanie.

« On a décidé de régler le problème nous-mêmes. On creuse des trous, on dirige les bandes larvaires de criquets vers ces trous et on envoie dessus les pesticides que nous avons reçus d'un orga-

nisme de développement. Pour gagner la bataille, il faudra recommencer tous les jours », conclut le maire.

➤ Voir **MENACE** en 2

PLUS

DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout (à sa façon)

DES CHIFFRES QUI PARLENT



1072

livres

Poids d'un résident du Nebraska, aux États-Unis, qui a été hospitalisé au début de l'été en raison de ses problèmes d'obésité.

21

milliards

Nombre de litres de pétrole brûlés chaque année aux États-Unis par des automobilistes paralysés par des bouchons de circulation.

3

millions

Nombre d'enfants des pays pauvres qui sont victimes de « touristes sexuels » provenant des pays riches, selon l'UNICEF.

ICI ET AILLEURS

BANGLADESH
Coupe extrême

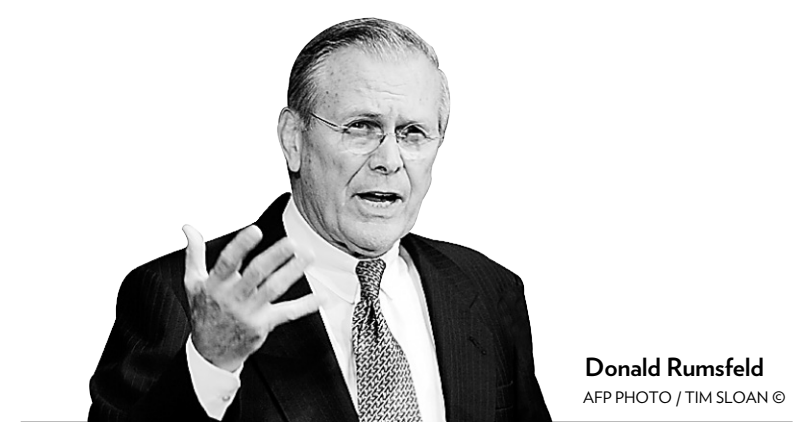
Les adeptes de la manière forte en matière de discipline seront comblés par la récente initiative d'un professeur du Bangladesh, Abdul Mazid Sardar. Furieux du fait que ses élèves n'aient pas réussi à retenir plusieurs versets coraniques, il a blessé 17 d'entre eux en tentant de leur couper les oreilles avec des ciseaux. « Je voulais seulement leur faire peur en leur montrant les ciseaux. Une force maléfique s'est probablement emparée de moi à ce moment-là », a confié l'enseignant, qui a été congédié. On ne badine pas avec les écarts de conduite.

CUBA
Écoute forcée

Les États-Unis ont amorcé il y a quelques semaines la diffusion d'émissions anticastristes à l'attention de la population cubaine à partir d'un avion. L'objectif est de « casser le blocus de l'information maintenu par le régime de (Fidel) Castro », a expliqué un porte-parole de la Maison-Blanche. Washington songerait à répéter l'expérience avec quelques émissions de la station CHOI-FM, persécutée par le méchant CRTC, afin de convaincre les ressortissants de l'île des vertus de la démocratie.

NORVÈGE
Tour de manège

Ingvid Aakevirk, un garçon de 4 ans, a causé une véritable commotion dans un aéroport de l'ouest du pays lorsqu'il a profité de l'inattention de sa mère pour s'engager sur le convoyeur à bagages. Après une longue et sans doute divertissante balade qui l'a amené à travers un scanner à rayons X, l'entrepreneur bambin a été aperçu par un préposé qui a stoppé sa course en appuyant sur un bouton d'urgence. Selon le département de la Sécurité intérieure américain, Al-Qaeda songerait à s'inspirer de l'incident pour fomenter un nouvel attentat. Le pays a été immédiatement placé en code orange.



ILS, ELLES ONT DIT...

Relatif
« Est-ce que c'est aussi grave que de couper la tête de quelqu'un à la télévision? Non. »
— Le secrétaire à la Défense américain, Donald Rumsfeld, comparant le scandale des prisons militaires américaines aux assassinats pratiqués par des groupes d'insurgés en Irak.

Inquiétante
« Dieu m'a personnellement choisie ainsi que les enfants car il savait que nous ne céderions pas à leur argent. Que la justice allait prévaloir. »
— La mère de l'enfant qui accuse le chanteur Michael Jackson d'agression sexuelle.

Dévoué
« Camerounaises, Camerounais, (...) répondant à votre appel, j'ai décidé de me porter à nouveau candidat à la présidence de la République. »
— Le président camerounais Paul Biya, âgé de 71 ans, qui règne sur le pays depuis 1982.

EN HAUSSE... EN BAISSÉ



JEAN-MARC FOURNIER





Le ministre des Affaires municipales accepte les défusions, ensuite les refusions mais pas les refusions partielles dans le West Island. Et quoi encore? Difficile de dire dans le contexte s'il monte, baisse ou danse le cha-cha-cha.



RALPH KLEIN

Faisant preuve d'une grande finesse, le premier ministre albertain a délaissé la conférence fédérale-provinciale sur la santé pour s'adonner à une soirée de jeu au Casino de Hull. Loto-Québec était sans doute fort contente. Et les Albertains?

La terreur du désert

LAURA-JULIE PERREAULT
ENVOYÉE SPÉCIALE

NOUAKCHOTT, Mauritanie — La sociabilité a de drôles d'effets sur le criquet pèlerin. En temps normal, il est solitaire et vit en paix avec son environnement désertique. Mais donnez-lui quelques milliers d'amis et il se transforme en terreur du désert.

C'est le nombre qui fait toute la différence, expliquent les experts. Quand le criquet naît seul, il devient vert à maturité, vit parmi les autres insectes et meurt sans avoir fait parler de lui.

Mais voilà que certaines années, comme l'an dernier, il pleut un peu plus dans le Sahara. La pluie, bénie par les paysans qui gardent le cheptel et par ceux qui font de l'agriculture dans les oasis, favorise l'éclosion d'oeufs de criquets. Ceux-ci se font plus nombreux et commencent à interagir.

« Les larves se perchent ensemble la nuit et se quittent le jour pour manger chacune de son côté. Plus le temps avance, plus elles sont nombreuses. Les larves créent des bandes de 50, 60 hectares au début, mais ces bandes fusionnent pour couvrir des centaines de kilomètres », explique le docteur Mohamed Lemine Ould Ahmedou, acridologue et coordonnateur des activités de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Déjà pendant cette phase où ils ne peuvent voler, les criquets font beaucoup de dommages et engouffrent toute la végétation qu'ils trouvent. Les arbustes qu'ils rencontrent sont mis à nu en quelques minutes, les champs de menthe, de mais ou de haricots verts en prennent aussi pour leur rhume.

À ce stade, le criquet a déjà brisé son état solitaire pour devenir un criquet grégaire très facile à reconnaître. Alors qu'il atteint la phase ailée, trois semaines après l'éclosion, il se teinte de rose au lieu de



PHOTO AFP

La terreur du désert, c'est lui, le criquet pèlerin, capable de dévorer en une journée l'équivalent de son poids en végétation.

garder la couleur verte du solitaire. Rapidement, il fait des vols d'entraînement avec sa bande de copains. Au passage, ils invitent tous les autres criquets à se joindre à eux.

Devine qui vient dîner ?

Et c'est là que la fête commence : l'essaim est prêt. Comme une armée d'invasisseurs, des milliards de criquets voyagent et pillent ensemble, couvrant en moyenne plus de 100 km par jour, ignorant les frontières qu'ils traversent. Ils s'en prennent rarement à l'homme, mais n'ont aucune pitié pour tout ce qui est vert. Les essais prennent les airs d'un orage de pluie en obscurcissant le ciel et en s'infiltrant partout là où il y a de quoi manger. En une journée, un essaim de cinq milliards d'insectes mange autant que 15 000 personnes.

Tout en se déplaçant en essaims, les criquets pèlerins laissent d'autres oeufs derrière eux, qui, si les conditions le permettent, éclo-

ront pour créer à leur tour des bandes larvaires, puis des essais. Le même scénario se répète et peut s'étendre sur des dizaines de milliers de kilomètres.

Les criquets expérimentés qui se colorent de jaune pendant la dernière phase de leur vie qui peut durer jusqu'à six mois, iront mourir dans le désert — il faut marcher quelques kilomètres sur la plage de Nouakchott pour voir des montagnes d'insectes morts — pendant que la nouvelle génération fera son oeuvre de destruction.

Quoi faire pour leur bloquer le chemin ? « Nous ne pouvons pas anéantir les criquets. Nous pouvons seulement réduire leur occupation de l'espace pour qu'ils retrouvent leur forme solitaire, pour qu'à nouveau ils se fondent dans la nature », explique l'acridologue mauritanien.

Ensuite, il reste à prier pour que le ciel ne soit pas trop généreux de sa pluie quelques mois plus tard...

La menace venue du ciel

MENACE suite de la page 1

Mais alors que le temps des récoltes d'octobre approche, les craintes du maire s'intensifient. Si les criquets ne sont pas éradiqués d'ici un mois, ils risquent de devenir les seuls bénéficiaires du labeur des agriculteurs, qui eux, se retrouveront le ventre vide.

Déjà, en 2002, le village a eu besoin d'aide humanitaire pour survivre à la sécheresse. « Mais cette année, la communauté internationale semble nous avoir oubliés. On ne sait pas ce qui va arriver ! » s'inquiète le maire.

Les chiffres lui donnent raison : des 100 millions US que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a demandés à la communauté internationale pour combattre le fléau, seulement 37 ont été reçus. Le Canada a fourni 5 millions.

Risque de famine

La Mauritanie est le plus touché de la douzaine de pays infestés par les criquets. C'est aussi l'un des pays les plus démunis de la région.

Conséquemment, la crainte de la famine est la même partout dans toute la bande fertile de la Mauritanie, mince oasis au milieu du désert qui s'étend jusqu'à la frontière du Sénégal, victime lui aussi de l'invasion acridienne.

« On sait que si ça continue, on va avoir de sérieux problèmes. Même si on réussit à tuer les criquets, on craint que les insectes morts infestent nos eaux et que nos animaux en meurent. On craint aussi beaucoup pour les bébés de la communauté, qui n'ont pas une santé très forte », dit, drapée dans son long voile noir, une femme rencontrée dans un village situé à plus de 300 kilomètres de Gaebte Teidouna, mais tout aussi touché par les ravages des criquets.

Lors du passage de *La Presse*, une dizaine de villageois combattaient les larves de criquets qui pullulaient sur la route à l'aide de pilons de bois et des balais, faute de meilleurs moyens.

La FAO de son côté craint que la fragilité alimentaire de la Mauritanie ne pousse les gens des campagnes vers les villes si la situation n'est pas contrôlée d'ici un ou deux mois. « La famine pourrait à court terme fragiliser tout le tissu social en forçant des gens appauvris à migrer vers les villes pour trouver de l'emploi », conclut le Dr Mohamed Lemine Ould Ahmedou, du Centre

de lutte acridienne de Nouakchott. « À long terme, on peut même prévoir l'éclatement de conflits sociaux importants qui accompagneront la crise écologique ».

L'invasion s'étend

Il n'y a pas que la Mauritanie. « Nous sommes en guerre », a lancé à la fin de l'été le président du Sénégal, Abdoulaye Wade.

C'est que l'invasion acridienne qui provient de la Mauritanie s'est déjà étendue sur l'Afrique du Nord et sur le Sahel. En plus de la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad, le Sénégal et le Burkina Faso sont déjà des bassins de reproduction des criquets pèlerins, qui menacent de s'étendre vers le nord-ouest de l'Afrique et de frapper de plein fouet le Soudan.

« Nous avons moins d'un mois pour agir ensemble. Nous partageons nos ressources, nos connaissances, l'information que nous accumulons sur les essais et leurs

« Les zones traitées résistent aux criquets pendant une semaine. Après, tout est à recommencer. »

déplacements », dit le ministre de l'Agriculture de la Mauritanie, Ahmedou Ahmedou.

Pour faire face à ces milliards de criquets qui gagnent du terrain tous les jours dans la brousse et menacent de plonger une partie du continent africain dans la misère, plusieurs pays, dont le Sénégal et la Mauritanie, ont mobilisé une partie de leur armée. Cinq bases opérationnelles communes viennent d'être établies à travers le Sahel.

Avancées modestes

« Nous avons fait face à des crises semblables. Notre armée est formée pour répondre à la demande », note un pilote militaire rencontré à Aïoun, la capitale de la région la plus touchée par l'invasion de criquets en Mauritanie.

Néanmoins, le déploiement mauritanien est très modeste. Un seul avion de l'armée a été mobilisé pour l'épandage des pesticides. Sur les 28 équipes terriennes qui apportent un soutien aux équipes aériennes, huit seulement sont issues des rangs de l'armée. Une petite ar-

mée de 300 personnes a été recrutée pour l'occasion. Il en faudrait 10 fois plus, reconnaissent les autorités.

La guerre avance à pas de souris, note le gouverneur de la région d'Aïoun, Zakaria Yall. « Ce que nous avons réussi à faire est dérisoire. Nous avons traité 28 000 hectares sur les 300 000 infectés dans la région, note-t-il. Les zones traitées résistent aux criquets pendant une semaine. Après tout est à recommencer. »

Les leaders ne manquent pas de montrer du doigt la communauté internationale pour leur manque de ressources. « Des milliards de dollars vont vers des guerres injustifiables et on ne demande que 100 millions pour sauver tout un continent de la famine », s'exclame le gouverneur.

Le directeur du Centre de lutte acridienne, Mohammed Abdallatu Ould Babah, note cependant que les effectifs mauritaniens, qui sont composés en grande majorité de ses employés, sont de plus en plus efficaces.

Depuis la dernière crise, en 1993, le centre a développé sa capacité à observer la formation d'essaims par satellite et à prédire leurs déplacements. « Nous sommes mieux formés, nos équipes sont perfor-

mantes, mais nous avons accès au tiers des avions que nous avions pour une crise beaucoup moins importante que la dernière. »

Un pèlerin dur à cuire

Le criquet pèlerin, contrairement aux sauterelles, vole très haut et ne peut être pulvérisé en plein vol.

Les équipes aériennes ne peuvent intervenir que deux fois par jour : le matin, avant que les essais ne prennent leur envol et le soir, quand ils descendent dans un endroit pour passer la nuit. Les bandes larvaires sont plus vulnérables. Les larves ne volant pas, il est plus facile de les asperger d'insecticide.

Mais politiciens et experts s'entendent pour dire qu'il aurait été plus facile de prévenir que de guérir. « On a prévu cette crise il y a un an. On demandait 9 millions pour l'enrayer. Personne n'a répondu à l'appel. Maintenant, nous avons besoin de 100 millions. La situation n'est pas grave, elle est carrément catastrophique », se déssole Moma Ould Hmalla, directeur de l'agriculture pour la Mauritanie.

Bush l'illusionniste

Chaque dimanche, dans le cahier *Plus*, notre correspondant à Washington fait le point sur la campagne présidentielle en cours aux États-Unis



ALEXANDRE SIROIS
CARNET
DE CAMPAGNE

WASHINGTON — Même s'il a été sérieusement ébranlé par les attaques féroces du Parti républicain depuis quelques semaines, John Kerry demeure le choix numéro un des Américains pour à peu près tout ce qui n'est pas lié à l'enjeu crucial de la guerre contre le terrorisme.

Il n'était donc pas surprenant de voir cette semaine George W. Bush tenter de discréditer les promesses de son rival dans le dossier de la santé, sujet qui préoccupe aussi les électeurs. Kerry s'est engagé à faire diminuer les sommes payées par les citoyens pour s'assurer et à réduire le nombre d'Américains qui n'ont pas d'assurance santé.

« Non seulement son plan va-t-il accroître le pouvoir de bureaucra-

tes dans vos vies, mais il ne pourra pas payer pour ce plan à moins d'augmenter vos impôts », a soutenu le président lors d'un arrêt au Michigan, un État où Kerry dispose d'une mince avance.

Puis, pour ne laisser aucun doute sur les intentions du candidat démocrate, Bush a utilisé une de ses remarques assassines préférées lorsqu'il parle de son adversaire : « Que pourriez-vous attendre d'autre d'un sénateur du Massachusetts ? »

Ses partisans ont ri de bon coeur et ont salué la tirade avec des applaudissements nourris. Le mythe du Taxachussets, surnom depuis longtemps utilisé par les républicains pour désigner l'État de Kerry, tient bon encore aujourd'hui.

Vrai, l'État a été le seul du pays à voter pour le démocrate George McGovern en 1972, quand Richard Nixon a été élu président. Vrai également, il se classait au second rang des États dont les résidents payaient le plus d'impôts... en 1980.

Or, aucun gouverneur démocrate n'a pu s'y faire élire depuis 1986. Et on rapportait récemment que le Massachusetts est maintenant 36^e sur 50 pour ce qui est de la valeur des impôts qu'on y prélève.

Alimenter, exploiter et même créer des mythes est devenu un art chez les Bush. Dans sa biographie à scandale sur la puissante famille — qui a donné des sueurs froides à l'entourage du président cette semaine —, Kitty Kelley affirme justement avoir voulu aller au-delà du mythe.

Si son effort est louable, c'est qu'au-delà d'une poignée d'allégations sulfureuses (et douteuses dans certains cas), elle arrive à

Un des plus grands succès de Bush en tant qu'illusionniste, depuis son arrivée à la Maison-Blanche, est d'avoir su persuader une large majorité d'Américains qu'il est, de façon incontestable, le mieux placé pour mener la guerre contre le terrorisme.

gratter l'épaisse couche de maquillage sans laquelle les Bush ne sortent jamais en public. Y compris celle de l'actuel président.

Qui aujourd'hui aux États-Unis a l'impression que Bush est né avec une cuiller d'argent dans la bouche ? Et qui se souvient qu'il a étudié... au Massachusetts ? À

l'image de Jean Chrétien, Bush a su cultiver avec virtuosité son image de « p'tit gars » proche de l'Américain moyen.

Un des plus grands succès de Bush en tant qu'illusionniste, depuis son arrivée à la Maison-Blanche, est d'avoir su persuader une large majorité d'Américains qu'il est, de façon incontestable, le mieux placé pour mener la guerre contre le terrorisme.

C'est indéniable, Bush s'est révé-

langer en faisant passer la politique avant la sécurité nationale », a estimé ce féroce critique de l'administration. Son aventure irakienne a non seulement nui à la guerre en Afghanistan, mais elle pourrait entraîner une guerre civile.

Selon l'ancien responsable de la lutte antiterroriste à la Maison-Blanche, Richard Clarke, l'idée que Saddam Hussein représentait un danger pour les États-Unis était aussi « un mythe Bush ». Cet ancien conseiller du président me disait toute-fois croire, au début du mois, que la réalité est en train de rattraper Bush pour ce qui est du terrorisme et de l'Irak.

« Je pense que lorsque les Américains prennent le temps de s'arrêter et d'être informés sur ces enjeux, ils réalisent que certaines de

leurs présomptions étaient fausses. » Sachant qu'ils ont cru pendant longtemps que Saddam Hussein était responsable des attaques du 11 septembre et qu'ils n'ont pas encore oublié le Taxachussets, c'est peut être seulement après l'élection de novembre qu'ils verront Bush démaquillé.



PHOTO JEFF MITCHELL, REUTERS

Le marchand d'armes Tom Mannewitz, de Dallas, Texas, exhibe un AKM, un fusil d'assaut de fabrication roumaine. La photo a été prise le 13 septembre, quelques heures avant que n'expire le moratoire sur la vente d'armes semi-automatiques imposé en 1994.

Armes dangereuses

Depuis mardi, uzis et kalachnikovs sont de nouveau en vente libre aux États-Unis. Alors que la campagne présidentielle bat son plein, le débat sur le contrôle des armes à feu est une bête que les candidats George W. Bush et John Kerry ont préféré ne pas réveiller. Notre journaliste s'est rendu au New Hampshire, où la fin du moratoire sur la vente d'armes semi-automatiques était attendue avec beaucoup d'impatience.

JEAN-SÉBASTIEN GAGNON

MANCHESTER, New Hampshire — « Que serait-il arrivé le 11 septembre si les passagers des avions qui ont percuté le World Trade Center avaient été armés ? Que se serait-il passé en Ossétie du Nord si les professeurs de l'école de Beslan qui ont été pris en otages avaient été armés ? Rien de tout ça ne se serait produit. »

Aussi radicaux soient-ils, les propos de John Babiartz, candidat du Parti libertaire aux prochaines élections législatives, sont accueillis par des applaudissements nourris. Son public est conquis d'avance : il s'adresse en effet aux membres de l'Association des propriétaires d'armes du New Hampshire, qui tenaient il y a huit jours leur banquet annuel.

Tout ce que cet État de la Nouvelle-Angleterre compte de politiciens

et de militants conservateurs était présent pour l'occasion, de la National Rifle Association (NRA) au gouverneur républicain Craig Benson.

Fidèle à sa devise « Live Free or Die », le New Hampshire est l'un des endroits les plus permissifs au pays quant à la possession d'armes à feu. Par exemple, lors de la livraison d'un permis de port d'arme, les autorités n'ont pas le droit d'y exiger de photo, de numéro d'assurance sociale ou d'empreintes digitales, histoire de vérifier les antécédents judiciaires.

« Ce n'est pas de leurs maudites affaires, dit le président de l'Association, Elbert Bicknell. C'est un droit défendu par la Constitution. Pourquoi est-ce que j'aurais besoin de demander la permission à l'hôtel de ville ? » L'ex-policier ne dévoilera pas non plus combien il possède d'armes à feu chez lui. Une

mesure de prudence, dit-il. « Et si jamais le gouvernement décidait d'imposer l'enregistrement des armes ? Comme ça, ils ne sauront pas si j'en ai 10... ou 12. »

Fidèle à sa devise « Live Free or Die », le New Hampshire est l'un des endroits les plus permissifs au pays quant à la possession d'armes à feu.

Évidemment, les membres de l'Association, connue sous l'acronyme GO-NH (Gun Owners New Hampshire), ont accueilli avec joie la fin du moratoire sur la vente de fusils semi-automatiques aux États-Unis, lundi dernier. Et c'est un peu

pour éviter leur courroux, en cette année d'élection présidentielle, que le moratoire adopté par Bill Clinton en 1994 n'a pas été reconduit.

« George W. Bush a remporté le New Hampshire en 2000 avec une majorité de seulement 1,3 % des voix », rappelle Donald Cuccioletta, professeur de sciences politiques à l'Université de l'État de New York.

« Le New Hampshire est l'un de ces 18 États « girouettes » (swing states) où l'issue du vote est encore incertaine. Dans ces États, le vote rural est très important et la question des armes à feu est cruciale », poursuit-il.

« Et comme on l'a vu lors des élections de 2000, chaque vote compte... »

Le quart des quatre millions de membres de la NRA résident dans cinq de ces fameux « swing states » que tout le monde courtise aux États-Unis ces jours-ci : la Virginie de l'Ouest, l'Ohio, le Missouri, la Pennsylvanie et la Floride.

Selon des analystes du Parti démocrate, le candidat Al Gore a été défait en Virginie de l'Ouest en 2000 en raison de l'opposition qu'a suscitée l'adoption du moratoire sur les fusils d'assaut.

Dans son autobiographie *My Life*, l'ex-président Bill Clinton estime que les démocrates ont perdu le contrôle de la Chambre des repré-

sentants lors des élections législatives de 1994 pour la même raison. D'ailleurs, la NRA n'a pas manqué de souligner au marqueur jaune ce passage du livre dans ses publicités placardées dans les quotidiens américains.

Démocrates et républicains ont été remarquablement silencieux sur la question pendant la présente campagne. Avant sa sortie de lundi, où il a accusé George W. Bush de privilégier « ses puissants amis du lobby des armes à feu », John Kerry avait appuyé du bout des lèvres la prolongation du moratoire. « Je suis moi-même un chasseur, a-t-il mentionné. Mais je n'ai jamais songé à aller chasser avec un AK-47 ou un uzi. »

Quant au président sortant, il avait indiqué en 2000 qu'il était en faveur d'une reconduction du moratoire si le Congrès en manifestait l'intention. Une éventualité qu'a aussitôt niée le leader de la Chambre des représentants, le républicain Tom DeLay. « Je pense que c'est la volonté du peuple américain que de laisser la loi expirer », a-t-il déclaré la semaine dernière.

Les sondages prouvent le contraire. Une enquête menée au début du mois auprès de 5000 personnes par le Centre Annenberg montre que 68 % des Américains auraient favorisé une extension de la loi.

Mais pour l'instant, le débat est clos et les fusils d'assaut sont de nouveau en vente libre aux États-Unis. Au grand plaisir de la NRA.



Grande-Vallée est le village le plus photographié en Gaspésie après Percé. Une trentaine d'éoliennes pourraient s'ajouter à ce paysage, sur les hauteurs à droite.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©

GASPÉSIE VENT DE COLÈRE

Cinq nouvelles éoliennes tournent depuis quelques mois en Gaspésie. Avec les plans d'Hydro-Québec, il pourrait y en avoir 100 fois plus d'ici cinq ans. Leur arrivée en masse dans le décor suscite de la résistance. Les Gaspésiens veulent les emplois de l'industrie éolienne, mais ils s'inquiètent pour leur paysage. Avec le dévoilement au cours des prochains jours des gagnants de l'appel d'offres d'Hydro-Québec, le débat va s'amplifier.



CHARLES CÔTÉ

MURDOCHVILLE — Dans le décor dévasté d'une ancienne ville minière qui se bat pour survivre, les cinq gigantesques éoliennes que fait tourner la société 3Ci depuis février représentent l'avenir.

Mais ailleurs en Gaspésie, l'érection prochaine de 600, voire 1000 éoliennes dans le précieux paysage de la péninsule soulève des passions. En 2002, la région a reçu 826 000 visiteurs qui y ont dépensé 136 millions. Les Gaspésiens craignent de faire fuir les touristes. D'autant plus que si l'industrie éolienne a suscité bien des espoirs, elle n'a pas encore fait ses preuves sur le plan économique.

L'enjeu se pose un peu différemment à Murdochville, où l'usine Noranda a laissé un paysage lunaire avec la fermeture, en 1999, de sa mine, puis, en 2002, de sa fonderie. La population a fondu de 4000 à 800 habitants. Murdochville n'avait plus rien à perdre. Les survivants de ce désastre économique ont songé à plier bagages, mais il n'en n'est plus question aujourd'hui. Avec ses éoliennes fabriquées par la firme danoise Vestas, Murdochville se trouve maintenant à la fine pointe de l'industrie éolienne en Amérique du Nord.

Véritables robots à capter le vent, ces éoliennes sont si performantes qu'elles permettent à 3Ci et à ses partenaires de vendre à Hydro-Québec leur électricité au tarif de 5,6 cents le kilowattheure. C'est moins cher qu'il n'en coûterait dans une centrale au gaz ou dans les futurs projets hydroélectriques d'Hydro-Québec.

Chaque éolienne a une puissance de 1,8 mégawatt et produira assez d'électricité pour alimenter 115 maisons, selon le promoteur, Robert Vincent, de la société 3Ci.

D'ici le printemps 2005, 55 éoliennes supplémentaires feront tourner leurs gigantesques pales en haut des monts Miller et Copper qui ensèrent la ville. C'est un projet de 180 millions qui fera travailler jusqu'à 300 personnes pendant la phase de construction. Ensuite, M. Vincent prévoit qu'une douzaine d'emplois permanents seront créés pour l'exploitation et l'entretien du parc d'éoliennes.

Faire tourner l'économie

Les résidents de Murdochville espèrent qu'à l'avenir, les éoliennes feront tourner encore plus l'économie. Commissaire à la relance de Murdochville depuis un an, André Lemieux y travaille. «On veut mettre au monde un centre de recherche sur les éoliennes en milieu nordique», dit-il. C'est un projet de 5 ou 6 millions. Avec les éoliennes des monts Miller et Copper, on aura un parc dans notre cour. Ça nous met sur la carte.»

À 40 kilomètres au nord, le village de Grande-Vallée est visé par un projet de 150 MW de la société Invenergy de Chicago. Ce qui veut dire environ 80 éoliennes comme celles de Murdochville. Mais là, dans un des décors les plus pittoresques de la Gaspésie, l'industrie éolienne est moins bien accueillie.

Si le projet voit le jour comme prévu en 2009, les montagnes de chaque côté de la maison de Jean-Claude Côté, nichée au creux de la vallée qui a donné son nom au village, seront hérissées d'éoliennes. Et cela, M. Côté, qui a été maire de Grande-Vallée de 1978 à 1986, n'en veut pas.

«C'est sûr que l'éolien, c'est de l'énergie propre, mais il ne faut pas en mettre trop proche des agglomérations, dit-il. Le problème, ce n'est pas seulement les éoliennes. Ça prend des chemins d'accès de 10 mètres de largeur pour les camions et les grues. Et des pylônes en plus.»

Selon M. Côté, il y a de la place en Gaspésie pour l'industrie éolienne... mais ailleurs. «À Murdochville, la Noranda a déjà tout défilé le paysage, dit-il. Je dis aux gens du côté sud de la Gaspésie : si vous voulez des éoliennes chez vous, même sur le rocher Percé, c'est votre affaire. Mais pas ici.»

Toutefois, l'ancien maire est loin d'avoir l'appui de tous. Et son opposant dans ce débat est un autre ex-maire de Grande-Vallée, Roch Fournier, également propriétaire de la quincaillerie locale.

Devenu agent du promoteur,

Fournier dit avoir convaincu bon nombre de ses voisins de céder des droits sur leurs terrains en vue du projet. «J'ai fait signer 28 options, chacune à 750\$, pour trois ans, dit-il. S'ils construisent des éoliennes, chacune va rapporter de 500\$ à 1000\$ par an. Et les chemins donneront accès au bois.»

Lui-même ne craint pas de vivre à l'ombre d'hélices plus grandes qu'un Boeing 747. Il possède un chalet sur les hauteurs de Grande-Vallée et il va permettre à Invenergy d'installer une machine sur son terrain, 300 mètres plus loin.

Le paysage, à Grande-Vallée, ce n'est pas anodin. Le village de 1300 habitants affirme être le plus photographié en Gaspésie après Percé. La plupart des touristes découvrent Grande-Vallée dans un tournant de la route 132, qui ceinture toute la Gaspésie. Là, sur un belvédère très fréquenté, tout le monde sort son appareil photo. Et de là, d'ici cinq ans, on aura aussi une vue imprenable sur le parc d'éoliennes d'Invenergy.

«C'est vrai qu'il y a de l'opposition, dit M. Fournier. Du belvédère, on verrait une trentaine d'éoliennes. Mais je ne pense pas que ça brisera le paysage.»

En tout cas, les touristes rencontrés par *La Presse* semblaient tout à fait admiratifs des éoliennes et de ce qu'elles représentent comme choix énergétique. «J'aime beaucoup les moulins, a assuré Belinda Munoz, de Madrid, en Espagne. Et il ne manque pas de paysages ici.»

Lewis et Diane Danson, de Traverse City, au Michigan, visitaient la Gaspésie pour la première fois et avaient vu les éoliennes de Cap-Chat. «Nous sommes des maniaques de la nature, dit M. Danson. Et les éoliennes ne nous dérangent pas du tout, au contraire : elles tirent profit d'une énergie propre. Le fait que le Québec soit aussi en avance dans ce domaine nous impressionne.»

Jovette Trudel et Claude Bélanger, de Québec, en étaient eux aussi à leur premier tour de la Gaspésie. «On est épatés, c'est tellement beau, dit M. Bélanger. Je reviendrais même s'il y avait plus d'éoliennes. C'est vaste, le paysage gaspésien. Et entre l'éolien et le nucléaire, je préfère l'éolien.»

Mais les autorités locales sont inquiètes. Elles se sont lancées dans une épreuve de force avec le ministère des Ressources naturelles, qui veut autant que possible faciliter la vie aux promoteurs.

«Il faut absolument préserver le paysage, dit Noël-Marie Clavet, maire de Petite-Vallée et préfet de la MRC de la Côte de Gaspé. Si les élus municipaux ne mettent pas leurs culottes, les touristes ne reviendront pas en Gaspésie.»

Marc Lauzon est responsable de ce dossier aux Ressources naturelles. Il indique que les trois quarts de la Gaspésie sont des terres publiques. Sur le côté nord, où se concentrent 80% des projets éoliens, le domaine public s'étend souvent jusqu'au rivage. «L'industrie éolienne arrive et il faut intégrer ce nouvel usage parmi



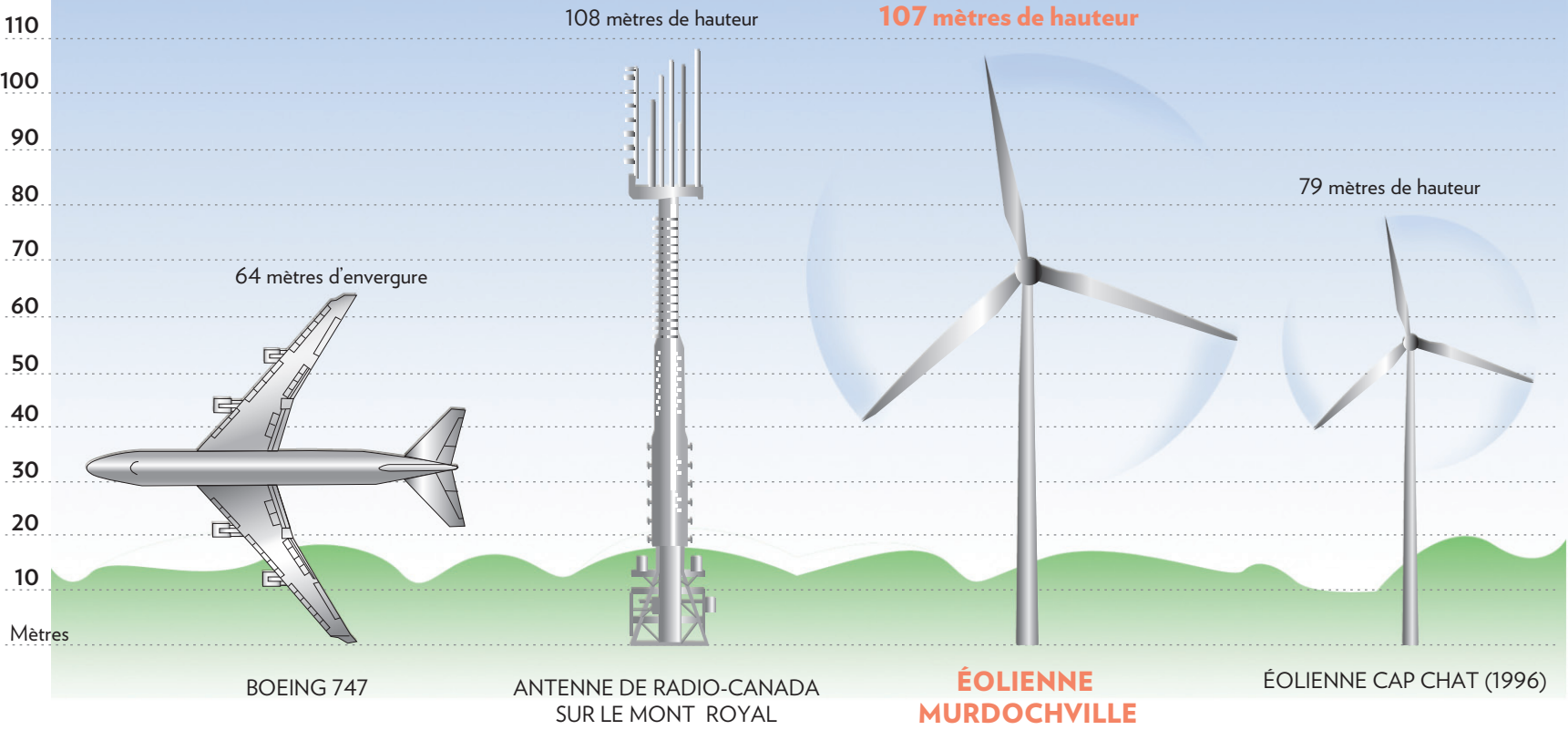
PHOTO MARTIN CHAMBERLAND LA PRESSE ©



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©

Roch Fournier, ex-maire de Grande-Vallée, est devenu l'agent local du promoteur d'un projet de 80 éoliennes alors que Jean-Claude Côté (photo de droite), maire de Grande-Vallée de 1978 à 1986, s'y oppose. «On entend parler de pénurie d'électricité, mais personne ne se fait dire de réduire sa consommation, dit-il. La solution, c'est les économies d'énergie.»

DES ÉOLIENNES GÉANTES



	CAP CHAT	MURDOCHVILLE
Puissance	750 KW	1800 KW (1,8 MW)
Hauteur du moyeu	55 m	67 m
Diamètre du rotor	48 m	80 m
Hauteur totale	79 m	107 m

Antenne de la SRC : 108 mètres de hauteur
Boeing 747 : 71 mètres de long et 64 mètres d'envergure

tous ceux qui existent déjà, dit-il. Il y a des parcs d'éoliennes à Matane et Cap-Chat qui attirent bien des touristes, mais on sait que s'il y en a partout, l'attrait ne sera pas le même.»

Le Ministère a divisé le territoire en zones compatibles, partiellement compatibles ou incompatibles. Tout le long de la 132, une zone «partiellement compatible» d'une largeur de 3 km a été décrétée.

«Dans les zones partiellement compatibles, les promoteurs devront nous prouver qu'ils font des efforts pour respecter le paysage, dit M. Lauzon. Ils devront faire des études d'impact et la question sera étudiée devant le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement pour chaque projet.»

La MRC proposait de son côté une zone d'exclusion de 1,5 kilomètre le long de la route. Les pourparlers se poursuivent et tous les promoteurs attendent le résultat.

Guy Painchaud est l'un des experts en éolien au Québec. Sa firme, GPCo, est le consultant d'Invenenergy pour le projet de Grande-Vallée. «Les autorités travaillent pour éloigner les éoliennes des agglomérations et de la route, dit-il. On peut diminuer l'impact. Le Ministère nous impose de produire un plan conçu par un architecte du paysage. Mais c'est certain qu'on va les voir. C'est plutôt difficile à cacher. On ne peut pas les mettre au fond de la vallée.»

charles.cote@lapresse.ca

1000 emplois en jeu

CHARLES CÔTÉ

GASPÉ — Debout sur le quai de Gaspé, Weston White, le maître de port, observe le déchargement d'éoliennes venues du Danemark à bord du CEC-Champion. Les deux grues du cargo font des contorsions pour extraire chaque pale de la cale et la déposer sur le quai.

Il y a longtemps que l'on n'avait pas vu autant d'action au port de Gaspé. «Depuis la fermeture de la mine et de la fonderie de Murdochville, il ne reste que les livraisons de carburant et de sel de déglacage», dit M. White.

L'arrivée d'un navire contenant les nacelles et les rotors d'une douzaine d'éoliennes Vestas destinées au parc de Murdochville a réjoui le maire de Gaspé, Arthur Drolet. «C'est très significatif, dit-il. C'est le premier événement visible dans la ville de Gaspé avec l'industrie éolienne.»

Mais les retombées locales sont loin d'être au rendez-vous pour l'instant. Par exemple, la plupart des débardeurs qui déchargent le CEC-Champion sont de l'extérieur de la région.

«Jusqu'ici, tout s'est déroulé sans aucune anicroche», se réjouit néanmoins, M. White.

On ne peut pas en dire autant à l'autre bout de la péninsule, à Matane. La semaine suivante, la livraison de l'autre moitié des 12 éoliennes, soit des mâts d'acier fabriqués en Corée, a été perturbée par un blocus des entrepreneurs locaux réclamant plus de contrats.

C'est que le projet de Murdochville n'était soumis à aucune exigence de contenu local. Robert Vincent, de 3Ci, le promoteur du projet de Murdochville, croit tout de même au potentiel de la Gaspésie. «Avec l'Université du Québec à Rimouski, le cégep, les ports, tout est là», dit-il.

Au cours des prochains jours, Hydro-Québec fera connaître les gagnants de l'appel d'offres de 1000 MW. Cet appel d'offres prévoit un minimum de 40% de contenu gaspésien dès la première année, puis de 50% et de 60% par la suite.

Le but est de susciter la construction d'usines qui pourront ensuite desservir tout l'est du continent américain. Mais c'est loin d'être acquis. «L'exigence de 60% est là, mais il faudra être vigilant : il y a toutes sortes de façon de la calculer», avertit le maire Drolet.

Trois villes partent favorites pour obtenir une usine : Matane, Murdochville et Gaspé. Et tout le monde retient son souffle en attendant le dévoilement du résultat de l'appel d'offres. Ensuite, on en connaîtra plus sur les intentions des trois fabricants d'éoliennes : Vestas, du Danemark, General Electric, des États-Unis et Gamesa, d'Espagne.

Les acteurs de la région s'entendent pour dire que le premier appel d'offres de 1000 MW ne sera pas suffisant pour entraîner la création de trois usines. Depuis, le gouvernement a doublé la mise à 2000 MW.

«On se dit depuis le début qu'il y a 1000 emplois en jeu pour la région, dit M. Drolet. Ça va déborder de Gaspé. Ça va faire redémarrer la Gaspésie et attirer les jeunes.»

Steven Grennan, gérant du parc d'éoliennes du mont Copper, est un ancien employé de la fonderie de la Noranda à Murdochville. Il s'émerveille devant la complexité des nouvelles machines installées depuis quelques mois. «Il y a plus de 400 paramètres à surveiller en même temps», dit-il.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND
LA PRESSE ©

PLUS

TRANSDNIESTRIE

Une poussière soviétique dans l'oeil européen

D'un côté, il y a la Moldavie roumanophone, ex-république socialiste pressée de rejoindre l'Europe. De l'autre, il y a la Transdniestrie russophone, sa province rebelle et délinquante, dont personne ne reconnaît la proclamation d'indépendance. Et entre les deux, il existe une minorité roumanophone en Transdniestrie, pour qui les autorités ont ressorti une méthode d'enseignement visant à russifier les enfants de force. Au grand dam de leurs parents, de la Moldavie, et même de l'Union européenne !



BENDERI, Transdniestrie — Le gardien à l'entrée de la porte du collège de langue roumaine Alexandre Cel Bun scrute les cartes d'identité des visiteurs. Journalistes ? Il ne semble pas convaincu. Et s'il s'agissait encore d'espions russes qui essaient de se faufiler pour faire fermer leur école ?

Heureusement, la directrice adjointe Liudmila Gluhaia dissipe tout malentendu avant de faire passer les visiteurs de l'autre côté de la grille. C'est le mois d'août et pourtant, sur le gazon de l'école, parents et enfants sont là, étendus sur des couvertures. Les vacances, ils les ont passées à faire du camping sur le terrain de leur école. Pas par plaisir, mais pour empêcher la fermeture de cet établissement qui refuse de suivre la nouvelle politique d'enseignement destinée à la minorité roumanophone de Transdniestrie. Le même siège se tient dans six autres écoles, dont un orphelinat. Deux écoles ont été fermées de force par la milice en l'absence des parents.

Dans son bureau, Mme Gluhaia montre la lettre qui a suscité la révolte de la minorité roumanophone de cette petite ville tranquille. Désormais, et sous peine d'être fermées par la milice, les écoles de langue roumaine de Transdniestrie devront appliquer les bonnes vieilles méthodes d'enseignement de l'époque soviétique : les caractères latins sont bannis, le roumain devra maintenant s'écrire en cyrillique, comme le russe. Comme si les enfants apprenaient à écrire le français en caractères chinois !

Bienvenue en Transdniestrie, pays fantôme et anachronique, qui n'existe pas sur les cartes. Un bout de terre où vivent moins de 700 000 personnes, coincé entre la Moldavie et l'Ukraine, à l'est du fleuve Dniestr, d'où son nom. Un « pays » qui a proclamé son indépendance de la Moldavie en 1992, mais que personne ne reconnaît, pas même les Russes, pourtant si proches.

Car les Transdnistriens parlent le russe, contrairement aux Moldaves qui parlent le roumain. Et contrairement à eux, ils astiquent toujours avec ferveur leurs statues de Lénine. La Transdniestrie, c'est un musée en plein air du communisme à la sauce soviétique, un morceau d'URSS encore bien vivant.

Trop vivant, par contre, aux yeux du gouvernement de Chisinau (la capitale moldave), qui tente désespérément de ramener la province rebelle au sein du giron moldave. Mais la dernière décision de la Transdniestrie concernant les écoles prend maintenant des proportions européennes : la situation des élèves de Benderi est au menu des discussions officielles entre l'Union européenne et la Fédération de Russie. Rien de moins.

Back in the USSR

« On se croirait à Chisinau il y a 12 ans », souffle, incrédule, l'interprète moldave Eugenia Trubitskoï lors d'une balade en après-midi dans les rues désertes de Tiraspol, la « capitale » de la Transdniestrie.

Rue du 25 octobre, les (très !) rares



Des parents d'élèves du collège de Benderi montent la garde par une belle journée d'août.

PHOTO KARINE LACHAPELLE, COLLABORATION SPÉCIALE



touristes peuvent admirer le Dvoretz Respubliki (Palais de la république), le Palais présidentiel, la Maison des Soviets et son buste de Lénine, et même la distillerie Kvint, qui produit un « cognac » qui fait la fierté du coin. Près du marché, de vieilles femmes à la tête couverte d'un fichu vendent leurs maigres possessions, chaussures, vaisselle, livres. Le salaire moyen, ici, oscille autour de 50 \$ par mois.

Le temps semble s'être arrêté en 1992 en Transdniestrie. Et cette dispute autour de la façon d'écrire le roumain rappelle de bien mauvais souvenirs aux Moldaves voisins.

Durant les 50 ans où la république moldave a fait partie de l'URSS, des millions de roumanophones de Moldavie ont appris à écrire leur langue avec des caractères cyrilliques au lieu des caractères latins. C'est en 1989, lorsque les Moldaves ont profité de la politique d'ouverture en URSS, qu'Eugenia Trubitskoï, collégienne de 14 ans, a pu enfin apprendre le roumain avec des caractères latins. Et ainsi aller compléter des études supérieures à Bucarest, en Roumanie.

Ce qui ne pourra plus être le cas pour les enfants roumanophones de Transdniestrie. « C'est impossible à accepter pour nous, dit Liudmila Gluhaia. On essaie de suivre le curriculum européen et les standards mondiaux. Si un enfant veut aller étudier à Chisinau ou à Bucarest, il doit apprendre le roumain en graphie latine. Les standards imposés par Tiraspol ne sont pas reconnus. »

D'ailleurs, bien des choses en Transdniestrie ne sont pas reconnues hors de ses frontières. A commencer par le « pays » lui-même.

Lorsque les Moldaves ont proclamé leur indépendance face à l'URSS en 1991, plusieurs nationalistes ont milité en faveur d'un rattachement du pays à la Roumanie. Les Transdnistriens, majoritairement russophones, ont alors voulu se séparer. Quelque 700 personnes ont été tuées lors de combats en mai 1992. Un cessez-le-feu a été signé, permettant aux Russes, venus en renfort, de stationner leurs soldats sur les bords du Dniestr.

Un no man's land sépare aujourd'hui la Moldavie et la Transdniestrie, et la milice impose arbitrairement des droits d'entrée selon la nationalité des visiteurs. À l'entrée du pont qui mène à Tiraspol, un char d'assaut est prêt à passer à l'action.

Dans la rue, un policier colle une « amende » d'environ 10 \$ à notre chauffeur de taxi sans évidemment fournir d'explication. Devant nous, un contingent de soldats marche bruyamment en chantant. Eugenia écarquille les yeux d'étonnement.

Le président Igor Smirnov s'est installé à la tête du « pays », que personne ne reconnaît, en 1991. Pendant que les Moldaves déboulonnaient les icônes soviétiques, les Transdnistriens continuaient d'astiquer leurs statues de Lénine et d'afficher les slogans à la gloire du monde ouvrier. Et ils ont leur propre monnaie : le rouble. Bien évidemment.

Pantins du Kremlin

Près de Tiraspol, le chauffeur de taxi nous désigne un gigantesque complexe sportif flanqué d'un immense stade et d'un gros hôtel cinq étoiles qui surgissent sur un terrain désert à proximité de Tiraspol. D'où vient l'argent ? « C'est ce que tout le monde se demande ! » dit le chauffeur en rigolant. Une chose est sûre : l'équipe de foot de Tiraspol appartient à Tiras Sheriff, un très bon ami du président Smirnov...

La corruption et les activités criminelles qui ont cours en Transdniestrie sont dénoncées dans tous les rapports internationaux. Trafic d'armes, d'alcool, de cigarettes et de pétrole, le commerce illicite de tout acabit est particulièrement lucratif. « Si l'indépendance de la Transdniestrie était d'abord motivée pour des raisons politiques, on doit aujourd'hui constater qu'il y a des intérêts économiques et financiers qui empêchent la résolution du conflit », dit en entrevue le ministre de l'Intégration de Moldavie, Vasiliï Sova.

Entre les lignes du langage diplo-

matique, M. Sova laisse clairement voir l'exaspération de son gouvernement face à la province rebelle. « Ce conflit pourrait être résolu si les séparatistes de Transdniestrie n'étaient pas supportés par des éléments extérieurs », dit-il. Précisément : la Russie.

Tout le monde le sait, dit Arcadie Barbarosie, directeur de l'Institut de politique publique de Chisinau. « Smirnov est une marionnette du Kremlin pour promouvoir ici les intérêts russes. »

D'où l'irritabilité de l'Union européenne qui, jusqu'ici, avait ignoré les disputes territoriales à l'est du Dniestr. Sauf qu'en 2007, c'est la Roumanie qui joindra les rangs de l'UE. Et comme plusieurs Moldaves ont la nationalité roumaine, l'instabilité du futur voisin devient un enjeu de sécurité européenne important. Chisinau a même qualifié cette semaine la Transdniestrie de « foyer du terrorisme ».

L'UE s'implique aujourd'hui dans la résolution pacifique du conflit en tentant de réintégrer la Transdniestrie au sein d'une fédération moldave. Mais la Transdniestrie veut-elle négocier ? Manifestement pas, selon le ministre Sova. « Et la Moldavie n'a pas le droit moral de continuer à négocier quand, au XXI^e siècle, des enfants se trouvent dans une telle situation. »

Plus de deux mois après la révolte des parents, la situation reste extrêmement tendue. Les miliciens ont récemment emprisonné un cameraman moldave, une mesure dénoncée par Reporters sans frontières. Dans les écoles qui ont été fermées, les classes sont données dans la rue. « Tout le monde est fatigué du président Smirnov, soupire Mme Gluhaia. Mais tout le monde a peur. »

que la télé d'État de Tiraspol et des chaînes russes », confirme Nicolai, l'un des parents du collège de Benderi. « Si nous voulons avoir des nouvelles de Chisinau, nous devons acheter une antenne et l'installer en secret », dit Liudmila Gluhaia.

Pour le chercheur européen Nicu Popescu, les Moldaves devraient cesser de geindre et travailler à faire de la Moldavie un pays plus attirant que la Russie. « S'il devient vraiment intéressant pour la Transdniestrie de s'allier avec la Moldavie, ils vont le faire. »

Arcadie Barbarosie est plus pessimiste. « Si les négociations pour une fédération échouent et que la Transdniestrie reste indépendante, alors, la Moldavie n'aura plus de raison d'être. Il ne restera qu'à nous annexer à la Roumanie. »

Bessarabie, Syldavie et Dracula

JUDITH LACHAPELLE

Transdniestrie et Moldavie... Des contrées qui font rêver les fans de Tintin.

Dans *Le Sceptre d'Ottokar*, Tintin sauve le trône du roi Muskar XII lorsque des « méchants » républicains lui volent le sceptre d'Ottokar. L'action se passe en Syldavie, pays sorti de l'imagination d'Hergé, que les fans du reporter confondent parfois avec la Moldavie qui elle, est bien réelle !

Les tintinologues ont cependant conclu qu'Hergé s'est inspiré de la

Roumanie, et plus précisément de la Transylvanie (domaine du comte Dracula !) et d'une autre province roumaine qui s'appelle aussi Moldavie.

Roumains et Moldaves partagent d'ailleurs une langue et une histoire commune. Après avoir goûté aux dominations ottomane, autrichienne et russe, la Moldavie a été connue comme la province roumaine de Bessarabie de 1918 à 1940. Les Soviétiques ont envahi la région en 1940, l'ont perdue aux mains des Allemands et Roumains en 1941, avant de la récupérer trois ans plus

tard en la rebaptisant République socialiste soviétique de Moldavie.

Pendant ce temps, à l'est du Dniestr, la population vit avec les Russes depuis l'invasion des troupes du tsar en 1792. La langue de Tolstoï est celle de la majorité de la population.

Les racines communes entre Transdniestrie et Moldavie ne sont donc pas très profondes. N'empêche, après près de 50 ans de soviétisme et plusieurs Moldaves qui vivent aujourd'hui en Transdniestrie, Chisinau n'est pas prêt à laisser partir ainsi l'une de ses provinces.

Le projet de fédération suscite bien des interrogations, d'autant plus que Transdnistriens et Moldaves sont généralement peu intéressés au débat. En Moldavie surtout, « l'économie va très mal, les gens pensent plus à survivre qu'à s'intéresser au sort de la Transdniestrie », dit Arcadie Barbarosie, directeur de l'Institut de politique publique de Chisinau.

En Transdniestrie, les autorités « utilisent tous les outils de propagande soviétique à leur portée pour influencer sa population », dit le chercheur. « Nous n'avons

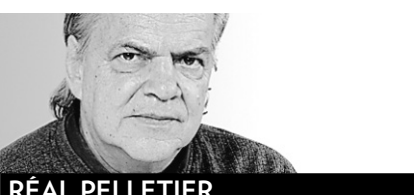


PHOTO AFP / ITAR-TASS

Peu après l'effroyable attentat à l'école de Beslan, le président russe Vladimir Poutine a convoqué des leaders régionaux à Moscou pour leur annoncer des mesures « radicales » destinées à renforcer la sécurité dans le Caucase. Parmi ces mesures : les gouverneurs régionaux ne seront plus élus au suffrage universel, mais désignés par le Kremlin, puis confirmés par les assemblées régionales. De l'avis de nombre d'observateurs, cette initiative s'inscrit davantage dans l'optique d'un renforcement du pouvoir présidentiel que dans celle de la sécurité, un pouvoir présidentiel qui se faisait déjà sentir dans la pression exercée par le Kremlin sur les oligarques, ces milliardaires nés des privatisations post-URSS.

Le rouleau compresseur Poutine menace les oligarques de Russie

Tous les moyens paraissent bons pour assurer la tranquillité des Russes



RÉAL PELLETIER

Roman Abramovich, le plus médiatisé des oligarques apparus au firmament de la nouvelle richesse en Russie, vient de se procurer un Boeing 767-300, au coût de 130 millions de dollars CAN et a consacré 26 millions à son aménagement intérieur. Cela fait de lui, selon le *Sunday Times*, de Londres, le propriétaire du plus luxueux appareil au monde, mis à part quelques têtes couronnées. M. Abramovich, devenu célèbre notamment pour avoir racheté le prestigieux club de football britannique Chelsea, pourra tenir à bord un dîner aux chandelles de 30 couverts, des couverts que le personnel rincera dans des évier plaqués or. Dans l'intervalle, le président russe, Vladimir Poutine, devra se satisfaire de deux modestes Iliouchines hérités de son prédécesseur, Boris Eltsine.

Quand même, on a livré en mai dernier des Rolls-Royce au 1, place Rouge, à Moscou. Autour de la célèbre place gravitent maintenant les dépanneurs les plus huppés d'Occident : Hermès, Burberry, Christian Dior, Salvatore Ferragamo, Gucci, Tod's, Bulgari et autres Ferrarari. Les riches Russes n'ont plus à se déplacer à New York, Paris ou Milan pour se faire plaisir, ils ont tout à portée de la main, explique le *New York Times*. Il est tout à fait normal que tous ces grands noms se soient installés au centre de Moscou : il existe désormais plus de milliardaires vivant à Moscou (33) qu'à New York (31), explique l'édition russe du magazine *Forbes*.

La différence, c'est que les Américains en général vénèrent assez leurs milliardaires et que leurs politiciens les respectent, alors qu'en Russie, ces nouveaux milliardaires, devenus riches sous Boris Eltsine dans les années 90, sont souvent montrés du doigt comme responsables de ce qui marche mal en Russie.

Le journaliste Peter Maass a, dans le *New York Times Magazine* du 1^{er} août dernier, remonté la filière de la formation de cette nouvelle classe des « oligarques », comme on les appelle avec un brin de mépris dans la Russie actuelle : une classe capable, à elle seule, d'acheter la Russie — ce qu'elle a déjà fait pour une bonne part de ses richesses naturelles comme le pétrole et les métaux — mais qui doit tenir compte du pouvoir qu'incarne le chef de l'État, Vladimir Poutine.

Certains, comme Mikhaïl Khodorkovsky, patron de la pétrolière Ioukos, ont pensé un moment pouvoir traverser Poutine et se sont retrouvés en prison ; d'autres, comme Vagit Alekperov, patron de la pétrolière Lukoil, a choisi de jouer le jeu de Vladimir Poutine et s'en trouve gratifié.

Fortement imprégné de ce que fut

le pouvoir sous l'Union soviétique, M. Poutine a compris que dans une Russie « démocratique », le pouvoir ne pouvait se matérialiser avec la seule puissance de l'ex-KGB — qu'il connaît bien pour en avoir fait partie — et des armées et que la maîtrise de la richesse était essentielle au nouveau plan de gouvernement, comme elle le fut sous le communisme.

Du pétrole pour tous les régimes

Poutine a d'abord compris, explique le journaliste Peter Maass, que sans les revenus du pétrole, les héritiers de Lénine auraient eu du mal à financer leurs alliés, leur marine planétaire, leurs 45 000 ogives nucléaires, leur armée de quatre millions de soldats, leurs performances olympiques et leurs aventures spatiales. « Le pétrole, à plusieurs égards, se révélait plus important pour le (pouvoir du) Kremlin que l'idéologie. »

Mais avec la chute de l'URSS en 1991, la production pétrolière russe a été réduite de près de la moitié. Moscou n'avait plus à soutenir un empire, mais il fallait remettre l'économie sur ses rails et Poutine a vite compris qu'il fallait d'abord réamorcer les pompes à pétrole. Depuis 1999, la production pétrolière a augmenté de 50 %, plaçant la Russie au deuxième rang des pays exportateurs, après l'Arabie Saoudite. La Banque mondiale estime que les revenus de l'énergie cette année compteront pour 20 % de l'économie russe.

La Russie est devenue en quelque sorte un État pétrolier, qui a connu une croissance de 7,2 % l'an dernier et dont les réserves en devises ont dépassé les 80 milliards de dollars US. Le Kremlin compte avoir doublé le produit intérieur brut d'ici 2013. Mais l'abondance de richesses naturelles dans les pays en développement n'offre pas de garantie de croissance de la richesse des populations : une matière comme le pétrole est souvent génératrice de corruption, de mégalomanie, voire de guerre.

Le pétrole des pauvres

C'est qu'il y a simplement trop d'argent qui circule dans trop peu de mains. Un pays comme le Nigeria a encaissé des centaines de milliards de revenus du pétrole ces dernières décennies et le pays est le prototype de l'instabilité, de la corruption et des conflits. En Arabie Saoudite, la famille royale a mis la main sur les revenus et s'en est servi pour répandre la bonne parole fondamentaliste dans le monde. En Irak, les fruits du pétrole ont permis à Saddam Hussein de faire la guerre à l'Iran et au Koweït.

Deux historiens de l'économie, Jeffrey Sachs et Andrew Warner, ont démontré qu'aux 19^e et 20^e siècles, des pays pauvres en richesses naturelles comme la Suisse et le Japon ont développé des économies plus solides que des pays riches en ressources comme la Russie. Depuis 30 ans, les stars de la croissance sont des entités à faibles ressource

comme la Corée, Taiwan, Hong Kong et Singapour, alors que des pays riches en ressources comme le Mexique, le Nigeria et le Venezuela frisent la banqueroute.

Or, les Russes ordinaires, qui savent la Russie très riche en pétrole — et en gaz naturel dont elle dispose du tiers des réserves mondiales — se méfient du sort que leur réservent des oligarques qui ont mis la main sur ces richesses. Ces Russes exclus de l'opulence — tout comme des investisseurs étrangers, d'ailleurs — estiment qu'il faut redonner à l'État le pouvoir sur ces richesses afin d'assurer une certaine normalité au développement.

Arrivent les oligarques

Après la désintégration de l'URSS, l'anarchie s'est installée dans la privatisation de l'économie marquée par l'avènement des oligarques. L'un d'eux, Boris Berezovsky (maintenant en exil à Londres) a expliqué au réseau PBS la facilité avec laquelle il a fait ses premières acquisitions après la transition : les bureaucrates soviétiques ne croyaient pas que le capitalisme allait prévaloir. Il suffisait de leur donner 10 000 \$ pour qu'ils vous livrent les titres de propriété d'une affaire, ces bureaucrates estimant que les « rouges » allaient revenir et ressaisir le bien.

L'ex-patron maintenant emprisonné de la pétrolière Ioukos, Mikhaïl Khodorkovsky, lui, avait un sens plus poussé des affaires, tout en étant leader adjoint des jeunesses communistes de son université, ce qui lui ouvrait des portes. Mais il était goinfre et s'est accaparé le tiers des actions de ce qui est devenu la pétrolière géante Ioukos. Pour ensuite se servir de son pouvoir financier à des fins politiques, tout en bâtissant Ioukos comme un modèle de gestion. Le tout à la manière des magnats de Houston.

Mais ici, c'est la Russie. Quant à Vagit Alekperov, patron de l'autre grande pétrolière, Lukoil, sa prise en main de l'entreprise s'est faite plus en douceur. La fondation de Lukoil fut décrétée en conseil des ministres aux dernières heures précédant la chute de l'URSS en novembre 1991. En 1993, Moscou en a fait une compagnie à actions et a distribué de ces actions aux employés. Ceux-ci, ayant besoin de liquide et ne croyant pas en la valeur de ces actions, les ont cédées volontiers à vil prix à des intermédiaires, qui se trouvaient finalement représenter des patrons de Lukoil. M. Alekperov s'en tire à terme avec 10,4 % des actions. Issu de la nomenklatura, Alekperov a voulu en respecter l'esprit de fil en fil.

Roman Abramovich, qui vient de s'acheter un Boeing 767-300, a pour sa part ramassé près de la moitié d'une autre pétrolière, Sibneft. Mais Alekperov a préféré partager le gâteau avec des gestionnaires de Lukoil, des bureaucrates, des investisseurs et des employés.

Sensation d'être le « vrai gouvernement »

Mais dans l'ensemble, les oligarques en sont vite venus, sous Eltsine, à se considérer comme « le vrai gouvernement de la Russie », selon les termes de l'écon-

miste russe Yegor Gaidar, qui fut conseiller d'Eltsine. « De fait, dit-il, ils étaient le vrai gouvernement. Ils détenaient le pouvoir de déloger des ministres et de les remplacer par des gens qui allaient leur être favorables. » En prenant le pouvoir en juillet 2000, Vladimir Poutine a convié les oligarques au Kremlin pour leur dire qu'ils allaient conserver leurs biens mais qu'ils ne devaient plus se mêler de politique. La grande majorité s'est pliée à la directive, comme Alekperov. « Nous, de Lukoil, connaissons nos limites », de dire Valery Greifer, président du conseil de Lukoil et confident d'Alekperov, qui ajoute : « Khodorkovsky ne connaissait pas ses limites. Il n'a pas été conscient que, quand le pouvoir est passé d'Eltsine à Poutine, les choses venaient de changer. Beaucoup de choses venaient de changer. »

Dans sa défense, Khodorkovsky a beau faire valoir que rien de ce qu'il a fait pour devenir riche n'était illégal, il semble que tout le système soit devenu imbattable. Son avocat, Anton Drel, constate que ses rencontres avec son client en prison sont captées par caméras vidéo et soupçonne que des micros captent leurs conversations. Leurs échanges se font par code, « comme dans les films ». Les familiers des lieux savent que ce ne sera pas les faits qui conduiront au jugement, mais le bon vouloir de Vladimir Poutine.

Tous les oligarques du pays suivent l'événement avec grand intérêt, poursuit le journaliste Peter Maass, sachant que le régime peut à sa discrétion déceler chez eux des initiatives criminelles ou fiscales aptes à les conduire en prison ou à la faillite.

Et tout ça sert l'image de stabilité et de sécurité que veut projeter Vladimir Poutine. C'est dans ce contexte que le président russe a voulu profiter de la vague récente d'attentats dans le pays pour annoncer des réformes centralisatrices : les gouverneurs ne seront plus élus au suffrage universel mais seront désignés par le Kremlin pour approbation par les assemblées régionales. Un Kremlin devenu régulateur de la vie nationale.

Dans le même esprit, le champ de manoeuvre des petits partis a été restreint, les réseaux de télévision sont passés sous la coupe du Kremlin et le président s'entoure de plus en plus d'ex-camarades du renseignement, du KGB ou de l'armée. Depuis 2000, entre-temps, 14 journalistes ont été assassinés dans le pays.

Les Russes ordinaires, dit M. Maass, ne paraissent pas affectés par la dissolution des libertés ou par la guerre en Tchétchénie : leurs bulletins de nouvelles télévisés commencent généralement par les activités du jour de leur champion de la sécurité, Vladimir Poutine.

THE LOS ANGELES TIMES

Perpétuité

L'industrie américaine du tabac n'est pas au bout de ses peines. Après avoir réglé à coups de milliards des litiges dans divers États, voici qu'elle doit, à compter du 21 septembre, se présenter au civil pour répondre à des poursuites intentées par les autorités fédérales. Le gouvernement central réclame, en invoquant des biens mal acquis par l'industrie, la jolie somme de 280 milliards, un record dans l'histoire de la justice civile aux États-Unis. L'industrie croyait pouvoir éviter cette cause étant donné son appui au Parti républicain de George W. Bush, mais la date fatidique approche sans que rien de tel ne se passe.

THE NEW YORK TIMES

Autorité

À 89 ans, l'économiste Paul A. Samuelson, Prix Nobel et professeur émérite du Massachusetts Institute of Technology, n'a pas perdu le goût du combat. Depuis 1948, les générations successives d'étudiants en économie potassent son livre de base, qui en est à sa 18^e édition. Il s'en prend, dans un article à paraître ce mois-ci dans une revue spécialisée, à l'orthodoxie courante dans la profession, celle de la grandeur de la mondialisation et d'un des ses rejets, *l'outsourcing*, cette pratique qui consiste à exporter des tâches d'entreprises, liées aux techniques de la communication principalement, vers des pays comme l'Inde ou la Chine le plus souvent. Le vieil intellectuel s'attaque cette fois à gros : Alan Greenspan, président de la banque centrale des États-Unis ; N. Gregory Mankiw, président du comité de conseillers économiques du président des États-Unis ; et l'économiste de réputation internationale Jagdish N. Bhagwati, de l'Université Columbia. Jusqu'ici, dit M. Samuelson, l'expansion du commerce international fut avantageux pour les États-Unis, mais ce résultat ne garantit rien pour l'avenir. À lire (pour les spécialistes, précise le *Times*) dans *The Journal of Economic Perspectives*.

THE NEW YORK TIMES

Réalité

Bien fondés ou pas, les déplacements de production dans des pays à faible coût de main-d'œuvre comme la Chine et l'Inde continuent de fasciner les entrepreneurs. Dernier gros morceau en date : Toyota a décidé d'assembler en Chine l'un de ses plus prestigieux produits, l'hybride Prius, une berline qui fonctionne à l'électricité et à l'essence. Un produit donc à faible consommation de carburant qui est de nature à plaire aux autorités de Pékin comme aux automobilistes chinois... ainsi qu'aux actionnaires de Toyota. C'est un grand coup pour Toyota qui, contrairement au reste du marché mondial, traîne la patte en Chine, derrière Volkswagen et General Motors. L'hybride coûtant 2000 \$ plus cher que la voiture traditionnelle, on ne s'attend pas à des ventes miraculeuses, mais la Chine se réjouit néanmoins de pouvoir accéder à la technologie de Toyota en la matière, puisque le constructeur japonais assemblera ses véhicules en partenariat avec le groupe chinois FAW.

THE NEW YORK TIMES

Mobilité

Se pourrait-il que le terrorisme puisse servir à la croissance économique quelque part dans le monde ? Tout indique qu'un pays comme le Liban, lui-même ravagé par le terrorisme il n'y a pas si longtemps, connaît une belle reprise d'activité depuis un certain 11 septembre. Un reporter du *Times* explique que depuis cette date, des familles très riches d'Arabie Saoudite et du Golfe, se sentant elles-mêmes menacées par Al-Qaeda, ont voulu, pour des raisons de sécurité, quitter leur région ou à tout le moins établir une résidence secondaire ailleurs. Comme les formalités sont devenues très compliquées pour s'installer aux États-Unis ou en Europe — refuges traditionnels —, plusieurs ont pris le parti de s'installer à Beyrouth, où l'on trouve de scintillants nouveaux palaces, les Beirut Tower, Marina Tower, Platinum Tower, avec les yachts de 60 millions de dollars mouillant à proximité. C'est une régénération pour Beyrouth qui, avant 1975, était un peu le Paris du Moyen-Orient, sa capitale commerciale, intellectuelle et financière, jusqu'à ce que la guerre civile en chasse les riches Arabes vers des enclaves comme Dubaï.

SCIENCES



Sur cette photo, on voit assez clairement que la tranche du disque présente des signes de détérioration. Ce CD deviendra rapidement impossible à lire pour le lecteur.

PHOTO NELL REDMOND, AP

Les disques compacts rongés par la lèpre

Défauts de fabrication et traitements inadéquats par les mélomanes même avertis menacent la survie d'un support que plusieurs croyaient presque éternel. Voyage au coeur d'un univers ébranlé.

PETER SVENSSON
ASSOCIATED PRESS

Après un déménagement récent, Dan Koster déballait sa collection de plus de 2000 disques compacts quand il a remarqué quelque chose d'étrange. Quelques-uns des CD, dont il a avait toujours pris bien soin, ne jouaient pas correctement. M. Koster, concepteur graphique à l'Université Queens à Charlotte (Caroline du Nord), a alors examiné sous la lumière l'un des disques qui sautaient le plus. « J'ai été sidéré de voir une constellation de trous d'aiguille, des petits points qui laissaient filtrer la lumière à travers la couche d'aluminium », a-t-il déclaré.

Les gens ont tendance à croire — et c'est là une partie du problème — que le dessous clair du disque constitue la partie fragile alors que c'est le côté avec l'étiquette qu'on doit protéger.

Sa collection souffrait de « gangrène de CD », une détérioration graduelle de la couche portant les données. On ne sait pas à quel point ce dépérissement est répandu, mais il compte parmi les facteurs inquiétants pour la pérennité des disques compacts.

« On nous a dit que les CD étaient quasiment indestructibles quand ils ont été introduits au milieu des années 80, commente M. Koster. Les compagnies ont utilisé l'argument de la « durabilité », en partie

pour justifier les prix plus élevés des CD. »

Après avoir passé sa collection au peigne fin, il a découvert qu'entre 15 et 20 % de ses disques, la plupart fabriqués dans les années 80, étaient atteints de gangrène.

Ce dépérissement peut être causé par une mauvaise fabrication, selon Jerry Hartke, directeur de Media Sciences Inc., de Marlborough (Massachusetts), un laboratoire qui teste les disques compacts.

La couche d'aluminium qui reflète le faisceau laser du lecteur est séparée de la glace du CD (la partie centrale du disque contenant l'étiquette) par une mince couche de vernis. Si le fabricant applique mal le vernis, l'air peut pénétrer et oxyder l'aluminium, un phénomène semblable à la rouille du fer.

M. Hartke estime cependant que le mauvais état des CD dépend davantage des mauvais traitements de leur propriétaire.

« Si les gens rudoient leurs disques, s'ils les empilent ou permettent qu'ils se frottent les uns contre les autres, cette couche protectrice très fragile peut être perturbée, permettant à l'atmosphère d'interagir avec l'aluminium », dit-il.

Les gens ont tendance à croire — et c'est là une partie du problème — que le dessous clair du disque constitue la partie fragile alors que c'est le côté avec l'étiquette qu'on doit protéger. Il faudrait qu'une égratignure sur le dessous soit très profonde pour que le disque saute, alors qu'une petite rayure sur le dessus peut facilement pénétrer la couche d'aluminium. La simple pression d'un stylo sur le côté de l'étiquette peut bosseler l'aluminium et rendre le CD illisible.



PHOTO NELL REDMOND, AP

Dan Koster, gestionnaire Web à l'Université Queens à Charlotte (Caroline du Nord), montre quelques-uns de ses CD. Il a récemment découvert que de 15 à 20 % de sa collection souffrait d'un dépérissement de la couche d'aluminium qui reflète le faisceau laser de son lecteur de CD.

M. Koster a commencé à copier ses CD avec son ordinateur pour allonger la vie de ses enregistrements. Malheureusement, on ne peut déterminer avec certitude la durée de ces CD enregistrables.

Fred Byers, spécialiste des technologies de l'information au National

Institute of Standards and Technology, a étudié les CD enregistrables pour des organisations gouvernementales, y compris la Bibliothèque du Congrès américain, qui ont besoin de connaître la durabilité de leurs disques.

Les fabricants parlent d'une durée

Des conseils utiles

Voici les conseils de manutention pour les CD et DVD, y compris les versions enregistrables, proposés par le National Institute of Standards and Technology.

À FAIRE :

- > Tenir les disques par les rebords ou par le trou central. Vos empreintes digitales peuvent être suffisamment acides pour endommager le disque.
- > Utiliser un marqueur feutre (non toxique, à base d'alcool ou à base d'eau) pour écrire sur l'étiquette du disque. Un solvant plus puissant peut percer la mince couche protégeant les données.
- > Garder les disques propres. Essuyez-les avec un tissu de coton, en ligne droite à partir du centre du disque, vers l'extérieur. En essuyant en cercle, toute égratignure pourra suivre les pistes du CD, les rendant illisibles. Utiliser un détergent approprié (alcool isopropylique ou méthanol) pour enlever les saletés.
- > Remettre les disques dans leur étui immédiatement après usage.
- > Conserver les disques en position verticale (comme vos livres) dans leur étui, dans un endroit frais, sec, sombre et bien aéré.
- > Sortir un disque enregistrable seulement quand on est prêt à enregistrer.
- > Vérifier la surface du disque avant d'enregistrer.

À ÉVITER :

- > Toucher la surface du disque ou le plier.
- > Utiliser des étiquettes collantes ; elles peuvent tordre le disque ou le déséquilibrer.
- > Exposer des disques à une chaleur extrême ou à une humidité élevée. Ne les laissez pas dans une voiture au soleil, par exemple.
- > Exposer des disques à des changements rapides de température ou d'humidité.
- > Exposer des disques enregistrables au soleil de façon prolongée ou à d'autres sources de lumière ultraviolette.

À PROSCRIRE POUR LES CD :

- > Égratigner le côté de l'étiquette du disque (c'est le côté le plus sensible).
- > Utiliser un stylo, un crayon ou un marqueur à pointe fine pour écrire sur le disque.
- > Essayer de décoller ou de replacer une étiquette.

de 100 ans, mais sans essais standardisés, il est très difficile de contrôler leurs affirmations, selon M. Byers. Le pire, c'est que les fabricants changent souvent de matériaux et de méthodes de fabrication sans en avertir les usagers.

« Quans vous allez au magasin et que vous achetez un DVD enregistrable, et cela va tout autant pour un CD enregistrable, vous ne savez pas vraiment ce que vous obtenez, affirme-t-il. Si vous achetez une marque particulière, et que vous achetez le même disque du même fabricant six mois plus tard, ce peut être un produit très différent. »

Les DVD sont un peu plus résistants que les CD parce que la couche de données (ou les couches — certains disques en ont deux) est intercalée entre deux couches de plastique. Mais cette structure engendre ses propres problèmes, notamment avec les premiers DVD. La colle qui relie les couches peut perdre de son efficacité, rendant le disque illisible, du moins par endroits.

Les utilisateurs qui plient un DVD pour le retirer d'une amarre coriace s'attirent ce problème en exerçant une pression sur la colle.

Les CD et DVD réenregistrables, contrairement aux disques à enregistrement unique, ne doivent pas être utilisés pour une conservation à long terme, parce qu'ils contiennent une couche sensible à la chaleur qui se décompose plus rapidement que les couches métalliques des autres disques.

Pour une longévité maximale, les disques doivent être conservés à la verticale et tenus en pince par les extrémités. N'y collez pas d'étiquette et dans le cas des CD à enregistrement unique, écrivez sur la surface avec des marqueurs souples à base d'alcool ou d'eau.

Également, à l'instar des vins, les CD devraient être conservés dans un endroit frais et sec. Un des amis de M. Koster, Mark Irons, de Corvallis (Oregon), gardait sa collection de CD dans un chalet chauffé avec un poêle à bois. La température pouvait changer de 4 degrés à 21 degrés en quelques heures. Conséquence : la couche de données donne l'apparence d'avoir été grugée de l'extérieur.

M. Irons demeure satisfait de la technologie des CD, qui dépasse malgré tout en longévité les micro-sillons en vinyle et les cassettes. Et maintenant qu'il conserve ses CD dans un appartement avec une température plus stable, le dépérissement a ralenti.

« J'espère qu'ils tiendront bon jusqu'à ce que le prochain médium gagne en popularité, et tout le monde aura alors la chance de tout racheter de nouveau », dit-il.